



Koweït le: 20/08 2018

الكويت في: / /



A
000452 Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
Et des Guinéens de l'Etranger
Conakry

Objet : Réponse à votre lettre N° : 2251 MAEGE/SG/CAB/DGE/SDMR/18
du 09/08/2018.

Monsieur le ministre

En réponse à votre lettre susmentionnée relative a la situation de nos compatriotes filles et dames domestiques au Koweït, j'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit :

Depuis l'ouverture de notre ambassade au Koweït le **05 mai 2017**, coïncidant à ma nomination comme ambassadeur, des centaines de guinéennes ont choisi le Koweït comme l'une des destinations privilégiées à la recherche d'emplois bien rémunérés.

Le flux de leur arrivée à considérablement augmenté durant le **2^{ème}** semestre de l'année en cours, avec de plus en plus de jeunes filles n'ayant pour la plupart jamais quitté la Guinée avec une moyenne **d'âge de 22 ans**.

Sur chaque vol d'Ethiopian Airlines à destination du Koweït, environ **5 à 10** filles se trouvent à bord. La recrudescence de ses arrivées s'explique par la fausseté et les mensonges grossiers des agents de ces bureaux sur place dans notre pays. Non seulement ils leurs mentent sur leurs lieux et conditions de travail, mais aussi sur le salaire réel qu'elles doivent percevoir une fois au Koweït.

En effet, au moment de leur recrutement à Conakry, ils leurs font croire qu'elles travailleront dans des hôtels, des salons de coiffures ou des ateliers très luxueux avec un salaire avoisinant le millier de dollars pour un départ.

Pire ils retirent avec certaines clientes des millions de francs guinéens alors que les visas et les billets sont payés par les sponsors depuis le Koweït. **C'est de l'arnaque pure**.

Ils sont de nationalités guinéennes et Serra léonaises. Au dire de nos compatriotes en détresse, parmi ces recruteurs figurent des agents de sécurité (**militaires, gendarmes et policiers**). Elles détiennent même des numéros de téléphones de certains parmi eux.

Après leur recrutement ces agents transmettent à leurs mentors au Koweït, les photocopies des passeports de celles qui sont retenues en vue d'établir leurs billets et de prendre leurs visas d'entrée au Koweït. Une fois les billets et visas prêts, ils sont transmis à l'agent recruteur à Conakry qui procède en suite à leur embarquement à l'aéroport de Gbessia à destination du Koweït.

Il est important de préciser que l'ambassade n'est en rien associée au processus de recrutement de ces jeunes filles et dames. Elle ignore la date de leur arrivée au Koweït ainsi que leurs adresses quand elles y arrivent.

Tout se passe dans le dos de l'ambassade en l'absence de toute transparence, entre les bureaux de recrutement légaux de travailleurs immigrés au Koweït, les familles koweïtiennes demandeuses de main d'œuvre, leurs représentants sur place à Conakry et les guinéennes candidates pour travailler au Koweït.

Elles empruntent souvent Ethiopian Airlines. A leur arrivée à l'aéroport international du Koweït, elles sont accueillies par les sponsors travaillant dans les bureaux qui en ont fait la demande moyennant un montant. De l'aéroport, après les formalités, elles sont immédiatement conduites et regroupées dans des maisons ou appartements loués à cet effet.

Elles sont ensuite ventilées dans les familles pour servir ni plus ni moins comme domestiques. Ce travail contraignant est rémunéré sur la base du **SIMIG** soit **70 dinars koweïtiens (210 dollars US)**.

Il est regrettable de constater que certaines peuvent faire quelques mois sans toucher ce modeste salaire.

Une fois à l'aéroport international du Koweït, les plus intelligentes se rendent compte tout de suite qu'elles se sont faites avoir. **C'est le moment du premier choc.** Les passeports leurs sont retirés, elles sont ensuite embarquées dans des véhicules à destination de leur premier domicile, une maison ou un appartement loué où elles seront regroupées. La découverte ces conditions d'hébergement provisoire, est plutôt décevante. **C'est là où intervient le deuxième choc.**

Après quelques jours ou semaines, elles sont enfin ventilées dans les familles qui en ont fait la demande, c'est ou elles découvrent pour la première fois le travail réel pour lequel elles ont été recrutées.

Au vu des conditions d'accueil, de logement, de travail, du traitement qu'elles subissent et du salaire réel qui leur ai proposé, plusieurs parmi elles n'en reviennent pas. **C'est le**

troisième choc qu'elles subissent et qui finit par avoir raison de la volonté et de la détermination de plusieurs parmi elles à poursuivre l'aventure koweïtienne.

D'où l'idée d'un retour anticipé au pays pour certaines et de quelques mois de travail malgré tout pour celles qui ne veulent pas retourner bredouille.

Quant à celles qui préfèrent retourner au pays, elles choisissent malheureusement très souvent la mauvaise voie. Celles de s'en fuir de leurs lieux de travail en l'absence de la patronne avec tout ce que cela comporte comme risque. En effet ayant fui la maison où elles ont travaillé sans contact extérieur, en abandonnant tout derrière elles, et ne sachant pas non plus où aller, c'est le saut dans l'inconnu et tout peut arriver.

Les plus chanceuses empruntent un taxi en arrivée payée à l'ambassade où au centre d'hébergement des domestiques en situation irrégulière au Koweït.

Une fois à l'ambassade où au centre, nous prenons soin d'elles. Commence alors un vrai parcours du combattant. Il faut examiner leur situation au cas par cas auprès des services compétents de la police et de l'immigration, afin de s'assurer qu'elles n'ont pas commis de crime durant leur séjour et qu'elles n'ont pas de plainte contre elles de la part de leurs employeurs. Cela passe par la vérification de leurs empreintes digitales. Tant que cette enquête n'est pas terminée, elles ne pourront pas sortir du pays.

A l'issue de l'enquête celles qui ont des plaintes sont transférées à la déportation. Elles seront ensuite renvoyées au pays aux frais de l'Etat koweïtien ou des sponsors.

Celles qui n'ont pas de plaintes sont libres de quitter le pays à condition qu'elles aient le billet et le passeport. Malheureusement aucune de ces deux conditions ne sont réunies pour la plupart d'entre elles. C'est alors qu'elles se tournent vers leurs parents où leurs recruteurs à Conakry afin de leur trouver le billet. De son côté l'ambassade établit des laissez-passer pour celles dont les passeports sont confisqués par les sponsors en contrepartie des dépenses qu'ils ont effectuées pour les faire venir au Koweït.

Etant donné que les parents n'ont souvent pas les moyens et que les agents recruteurs à Conakry disparaissent dans la nature en pareille circonstance, il peut arriver que certaines parmi elles restent des mois durant au centre d'hébergement avant de pouvoir regagner le pays.

A ce jour elles sont au nombre de :

Lieux	Nombre
Centre d'hébergement	23
Déportation	15
Ambassade	09
Hôpital	02
Total	49

Celles qui sont à l'ambassade y resteront le temps pour nous de les aider à remplir les conditions indispensables à leurs admissions au centre d'hébergement. Ce qui n'était pas le cas auparavant.

Il convient de préciser que nous recevons entre cinq et dix par semaine à l'ambassade et qu'elles peuvent y rester au moins une semaine avant que leur situation ne soit clarifiée.

Toutefois il faut signaler, qu'elles sont de loin plus nombreuses, celles qui continuent malgré tout à travailler dans les ménages koweïtiens. Après la fête je vous ferai parvenir leur nombre exact ainsi que celles qui sont rapatriées au pays depuis l'ouverture de l'ambassade.

La promesse m'a été faite dans ce sens lors d'un entretien très important que j'ai eu ce jeudi **16 aout 2018** avec la Direction des Affaires Juridiques et Consulaires du ministère koweïtien des Affaires étrangères.

Monsieur le ministre,

La gestion de nos compatriotes domestiques au Koweït constitue un véritable casse-tête pour nous à l'ambassade depuis bientôt trois mois.

En effet leur nombre ne cesse de croître de jour en jour et nous manquons de moyens pour faire face aux conséquences de cette situation notamment : **le manque de place à l'ambassade pour les héberger, les dépenses liées à leur transport entre l'ambassade et les différents services concernés, le paiement du complément du prix des billets pour certaines, le paiement de pénalités pour celles dont la durée légale du visa a expiré (3 dollars par jour), le paiement des examens médicaux obligatoires pour chacune d'elles et quelque fois leur trouver de quoi manger etc..**

C'est pourquoi je saisis cette occasion pour solliciter de vous, votre intervention personnelle auprès de votre collègue de la sécurité et de la protection Civile afin qu'il interdise jusqu'à nouvel ordre la sortie à partir de l'aéroport de Conakry Gbessia, de

toutes filles ou dames guinéennes détentrices du visa 20 destiné uniquement aux domestiques ou bonnes en partance pour le Koweït. Ainsi en ont procédé mes homologues du Sénégal, du Burkina Fasso, du Niger, du Togo du Benin. Aujourd'hui eux ils n'ont plus ce genre de problèmes. Ils sont tranquilles.

Je voudrais vous informer également que j'ai officiellement demandé aux autorités koweïtiennes le jeudi 16 aout 2018 de suspendre l'octroi de visa aux filles et dames domestiques originaires de notre pays en attendant que toutes les parties concernées et l'ambassade s'accordent de manière formelle sur les modalités de recrutement.

Cette demande a été acceptée et la mesure entrera certainement en vigueur après la fête de Tabaski.

Pour davantage d'information, je vous recommande d'aller sur le Site de notre ambassade où celui notre de département où j'ai publié deux interviews autour de cette malheureuse et délicate situation. Il s'agit de :

- Celle avec Guineenews le **22 juillet 2018**;
- Celle avec le journal **Al- Khabas** le plus populaire et lu au Koweït le **30 juillet 2018**

Je vous mets également en copie la lettre que l'ambassade a adressée au ministre de l'Intérieur sous votre couvert le **21 mai 2018** autour de la même question.

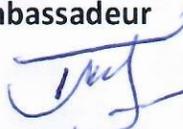
J'en profite pour vous rappeler que malgré mes multiples démarches dès après ma prise de fonction, je suis encore sans personnel diplomatique tandis que le personnel local sur lequel je repose, n'est jusqu'ici pas pris en charge.

Par ailleurs, en dépit du cout très élevé de la vie au Koweït et des réalités auxquelles je fais face, le budget de mon ambassade reste de loin inférieur à ceux des deux autres ambassades de la même zone à savoir Riyad et Abu Dhabi.

Je souhaite vivement que votre excellence veuille bien examiner ces différentes questions soulevées afin de leurs trouver des solutions idoines.

Vous en souhaitant bonne réception je vous prie d'agrèer Monsieur le ministre l'assurance de ma haute considération.

L'ambassadeur



Mamady Traore

